



Bruxelles, le 18 septembre 2020

Déclaration commune sur le Conseil du Commerce informel de l'UE, 20-21 septembre

Les agriculteur·rice·s familiaux·ales d'Europe demandent le rejet de l'accord EU-Mercosur

Nous ne voulons pas simplement des amendements, nous en demandons une réorientation complète. Nous avons besoin d'une politique commerciale qui garantisse des prix justes, couvrant les coûts de production, qui protège l'environnement et respecte les droits de l'Homme.

Dans une déclaration signée conjointement par les paysan·ne·s européen·ne·s, 42 organisations paysannes dans 14 pays – Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Allemagne, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Suisse – ainsi que les organisations fédératrices European Coordination Via Campesina (ECVC) et European Milk Board (EMB), nous demandons à nos gouvernements respectifs de rejeter l'accord EU-Mercosur.

Cet Accord de Libre Échange est remis en question dans plusieurs États Membres. Des critiques très claires ont été formulées en Autriche, au Pays-Bas, en France, en Irlande et en Belgique. L'Allemagne, qui est actuellement à la présidence du Conseil, a annoncé qu'elle souhaiterait avancer sur la ratification de l'accord EU-Mercosur, même si la Chancelière allemande Angela Merkel a récemment émit des doutes sur l'accord. Nous craignons que l'Allemagne essaye d'accommoder les pays critiques afin de les pousser à ratifier l'accord.

Les paysan·ne·s européen·ne·s demandent à leurs gouvernements de rejeter l'accord EU-Mercosur. Comme le dit Andoni García Arriola, membre du Comité de coordination de European Coordination Via Campesina (ECVC) :

« Avec l'accord EU-Mercosur, les importations de produits tels que la viande, le sucre et le soja des pays du Mercosur vont forcément augmenter, ce qui, en conséquence, poussera ces pays à adopter un modèle fortement tourné vers l'export, un modèle de production toujours plus industriel. La forêt Amazonienne, essentielle à la préservation du climat et de la biodiversité, doit être protégée de ce système. La violation des droits de l'Homme est un facteur que nous ne pouvons ignorer dans le contexte d'un tel développement. Parallèlement, les agriculteurs familiaux européens font face à des défis toujours plus grands afin de produire des denrées qui respectent des normes strictes sur l'environnement et le bien-être des animaux, ce qui augmente leurs coûts de production. L'augmentation des importations non équivalentes des pays du Mercosur exerce une pression sur les prix supplémentaire pour les petit·e·s exploitant·e·s agricoles. Cette politique commerciale et ces productions, normes environnementales et sociales inégalées qui privilégient l'industrie agro-alimentaire ne font qu'accélérer la disparition des petites exploitations agricoles des deux côtés de l'Atlantique. »

Les paysan·ne·s demandent une politique agricole qui favorise des prix justes, couvrant les coûts de production dans le monde entier, qui favorise aussi la protection environnementale, la biodiversité et le bien-être animal, les droits de l'Homme, l'agriculture à petite échelle, les denrées régionales, la préservation et le développement de normes européennes ainsi que des conditions de travail justes.

Contact pour la Presse :

Andoni Garcia Arriola (ECVC): +34 636 4515 69 – ES, EUZ

Ivan Mammana (ECVC): +32 (0)2 217 311 – EN, FR, IT, ES info@eurovia.org

Rue de la Sablonnière 18, 1000 Bruxelles, BELGIUM
Tel: + 32 2 217 31 12 / Fax: +32 2 218 45 09 / info@eurovia.org /
www.eurovia.org